

Les besoins en information statistique des années 1990¹

Par Luc Weber, Université de Genève

1. Introduction

A l'occasion d'un anniversaire, d'une nouvelle décennie ou de tout événement qui frappe l'imagination, l'homme sent inmanquablement le besoin de faire le point et d'émettre des prévisions ou des intentions. La célébration de ce très respectable 125^e anniversaire de la Société suisse de statistique et d'économie politique, à la veille de cette dernière décennie du vingtième siècle et de l'échéance politique du marché unique européen, ne pouvait donc qu'influencer dans ce sens le programme de l'Assemblée 1989. Ce réflexe est excellent; à l'instar de l'homme engagé intensivement dans des activités professionnelles, culturelles ou sportives, les sciences, comme d'ailleurs la politique, progressent aussi lorsque ses acteurs prennent parfois du recul, afin de mieux situer l'évolution de leur domaine et de lancer des signaux en conséquence.

Actuellement, ce besoin de recul s'applique tout particulièrement à la statistique. Cela tient à la prise de conscience que le monde économique, social et écologique actuel et avenir diffère de plus en plus de celui du quart de siècle d'extraordinaire essor économique et social, qui a suivi la seconde guerre mondiale, et qui a très largement contribué à façonner l'outil d'information statistique dont nous disposons aujourd'hui.

Dans ce contexte, les sciences sociales, et notamment l'économie politique, ont une contribution importante à apporter pour mettre en évidence les changements et leurs implications pour les besoins en information statistique.

Cet article, qui se veut plus un essai sur les questions de principe qu'un examen de la situation suisse, s'efforcera de mettre en évidence, d'un point de vue essentiellement économique, les conséquences de cette transformation profonde de notre environnement sur les besoins en information statistique, puis brossera un ensemble de critères qui devraient être satisfaits par un "bon" système d'information statistique.

2. L'information statistique dans un contexte politique et commercial

Au préalable, au risque de surprendre certains, il m'apparaît utile de rappeler que l'écart, que les consommateurs de statistiques déplorent, entre les données désirées et celles qui sont disponibles, n'est pas seulement la conséquence de

¹ Je tiens à exprimer ici mes plus vifs remerciements à Madame Gabrielle Antille, Maître d'enseignement et de recherches à l'Université de Genève, et Dominique Frei, directeur-adjoint du Service cantonal genevois de statistique, pour les excellentes remarques et suggestions qu'ils ont formulées sur une version précédente.

budgets insuffisants ou de concepts et pratiques inadaptés. Si l'on porte un regard critique sur l'attitude des personnes, entreprises et organismes concernés par la production et l'exploitation de l'information statistique, il apparaît à l'évidence qu'elles jouent, délibérément ou par négligence, un rôle restrictif.

Faut-il rappeler que toutes les informations statistiques sont :

- *fournies*, pour ce qui est des données brutes, par les entreprises privées et publiques, les associations professionnelles et les gouvernements ou organismes para-étatiques, ainsi que par les ménages (recensements et enquêtes);
- *élaborées* par des offices statistiques nationaux ou régionaux, des services ou des entreprises publiques, ou encore par des entreprises privées et des associations professionnelles;
- *consommées* par les responsables politiques ou économiques, la presse et les chercheurs.

Chacun sait que de façon générale le comportement des individus et des entreprises ou organismes est presque toujours intéressé. A l'instar des comportements commerciaux et politiques, l'information statistique, comme son exploitation, est soumise, bien qu'à des degrés très divers, aux intérêts particuliers des organismes ou personnes chargés de la produire ou appelés à l'interpréter (ce qui n'est pas nécessairement contradictoire avec l'honnêteté scientifique attendue des statisticiens et des chercheurs). La seule finalité de la statistique, qui devrait être de saisir quantitativement les faits de façon aussi complète et rigoureuse que possible, est donc partiellement contrecarrée par les comportements stratégiques. L'instrument utilisé est principalement celui de la sélection.

Cette sélection est *active* lorsque les données sont choisies et présentées, voire à la limite manipulées, pour souligner les mérites ou le succès d'un produit, d'une pratique commerciale ou d'une politique publique, ou au contraire les faiblesses d'une solution. Cette pratique, la plus souvent utilisée dans l'information publicitaire, est également appliquée par les groupes d'intérêts dans le cadre de leurs campagnes d'information, ainsi que par les partis politiques, en particulier dans les régimes majoritaires avec alternance du parti ou de la coalition au pouvoir.

Mais la sélection la plus nuisible est *passive*. Elle se manifeste sous la forme d'une résistance plus ou moins forte à l'égard de la divulgation d'informations, voire même par une véritable rétention d'information. Cette attitude, qui peut aller au plan politique jusqu'à la mise en vigueur de dispositions légales restrictives, est motivée par la crainte que l'information statistique fournie serve de point d'ancrage à des critiques ou fournisse des informations pouvant être utilisées avec avantage, par exemple par des concurrents, ou qui faciliterait une intervention non désirée de l'Etat.

Si le public considère que l'attitude intéressée des agents privés est conforme au système, il ne réalise souvent pas que le fonctionnement des systèmes politiques conduit également à une sélection de l'information. Et pourtant, tout statisticien œuvrant au niveau d'un office public pourrait témoigner d'interventions sélectives

émanant de leur chef, magistrat ou haut fonctionnaire. De même, le caractère politisé de certaines conceptions ou séries statistiques ressort des procédures politiques engagées pour les mettre en place. En Suisse par exemple, l'élaboration de l'Ordonnance réglant l'observation de la conjoncture et l'exécution des enquêtes sur la conjoncture du 25 août 1982 a fait l'objet d'un âpre débat politique au niveau des experts, des offices et organismes politiques, notamment au sujet de l'information régionalisée ou par branche économique, ou relative aux transformations structurelles. Cette attitude n'est pas propre à la Suisse. Aux Etats-Unis par exemple, on reproche au Président Reagan d'avoir appauvri le système d'information statistique par cohérence avec sa conviction politique selon laquelle l'Etat doit réduire ses interventions sur l'économie.

Les organes chargés d'effectuer les enquêtes et d'élaborer les statistiques n'échappent pas non plus aux défaillances que l'on reproche à n'importe quel service administratif, qu'il soit public ou privé: collaboration insuffisante, voire querelles entre offices, complaisance à l'égard des statistiques existantes ou encore dynamisme insuffisant. La limitation des moyens budgétaires constitue évidemment une contrainte importante, mais elle n'explique pas tout.

Ce rappel que l'élaboration et l'exploitation d'informations statistiques se fait, comme toutes les activités humaines, dans un climat de défense d'intérêts particuliers et politiques susceptible de rendre plus difficile la mise en évidence de la vérité, n'est pas une critique, mais se veut simplement porteur d'un message: pour les instances publiques très certainement, pour les organismes privés probablement, il serait erroné de croire que ce comportement puisse être payant à long terme. Dans un monde de plus en plus interdépendant et en bouleversement continu, les décisions prises à tous les échelons, tant publics que privés, et jusqu'au niveau du citoyen, ne peuvent être que positivement influencées par une amélioration de la transparence. Plus que la manipulation de l'information qui est fustigée depuis longtemps, c'est avant tout à la rétention d'information, qu'elle soit délibérée ou due à la négligence ou encore à l'inertie, que l'on doit s'attaquer en priorité.

3. Environnement en transformation et besoins en information statistique

3.1 Rôle de la statistique dans un monde en transformation

Pour être utile, l'information statistique doit principalement répondre aux besoins d'analyse de l'évolution de la situation économique et sociale. Cette analyse repose, comme chacun le sait, explicitement ou implicitement sur des modèles qui s'efforcent de représenter le fonctionnement des mécanismes économiques et sociaux. Dans un certain nombre de cas, l'observateur dispose de modèles relativement bien établis; cela n'exclut pas, en raison de la complexité et de la mouvance du monde qu'ils cherchent à saisir, que des portions importantes du mécanisme demeurent mal connues ou soient indéfinies. Dans de nombreux

autres cas cependant, une théorie établie fait défaut; l'observateur en est réduit à émettre des hypothèses et risque de passer à côté de relations importantes.

Dans cet effort permanent de meilleure connaissance de notre environnement économique, social et écologique, la statistique joue un rôle crucial puisqu'elle fournit les données qui permettent de mesurer la performance et d'émettre des prévisions, ou alors de vérifier le bien-fondé d'une hypothèse théorique. En outre, elle répond, au niveau du public, à un besoin d'information à l'état brut, c'est-à-dire à une curiosité naturelle très largement déconnectée de toute représentation des mécanismes de fonctionnement du monde.

Ce bref rappel du rôle clé dévolu à la statistique dans notre processus de connaissance, qui serait déjà immense dans un monde statique, devient encore plus formidable dans un monde en continuelle transformation. Les besoins en information évoluent en effet sans cesse, d'une part parce qu'il convient de pouvoir suivre les nouveaux phénomènes, et d'autre part parce que les modèles explicatifs changent eux aussi.

Le principal enjeu qui pèse présentement sur l'information statistique provient de ce que le monde économique, social et écologique actuel diffère de plus en plus de celui de l'après-guerre, et qu'il continue à se transformer de façon accélérée. Si l'on porte un regard rétrospectif, ne serait-ce que d'une cinquantaine d'années, il apparaît que les années cinquante et soixante furent celles d'un essor unique dans l'histoire de l'humanité. Il n'y avait pas de problèmes sérieux de croissance et d'inflation, et les plus optimistes croyaient même que l'on disposait des moyens de juguler complètement le cycle économique. Sur le plan politique, le principal souci portait sur la répartition des fruits de l'essor entre patrons et ouvriers et entre générations.

Sur le plan statistique, l'effort principal avait été mis sur la mesure de l'expansion économique, notamment pour permettre la conduite d'une politique macro-économique active sur laquelle on fondait de très grands espoirs, c'est-à-dire sur la comptabilité nationale, ou des variables comme l'emploi, les transactions avec l'extérieur et les finances privées et publiques intérieures.

C'est alors que le monde a visiblement commencé à se transformer depuis la fin des années soixante. Sur le plan économique, rappelons en vrac d'accélération de l'inflation, la chute du système monétaire international fondé sur des parités fixes, de profondes et souvent violentes modifications structurelles. D'autres transformations, bien que moins visibles dans l'instantané, mais plus lourdes de signification à long terme, ont commencé à s'effectuer. Sur le plan avant tout économique, il s'agit pour l'essentiel de l'accélération du processus de transformation structurelle imputable au progrès technique et à l'agressivité des nouvelles puissances industrielles, de l'essor formidable des relations financières internationales, des crises de l'énergie et de l'endettement et des déséquilibres du commerce international. Sur un plan plus général, les faits les plus remarquables sont le vieillissement démographique dans les pays industrialisés et la continuation de l'explosion dans les pays en voie de développement, ainsi que

les signes de plus en plus visibles des dégâts causés par les sociétés industrialisées à l'environnement.

Développé dans l'après-guerre sous l'influence d'une perception avant tout à court terme, l'outil statistique dont nous avons hérité aujourd'hui donne, sur le plan de ses objectifs et de ses concepts, des signes de vieillesse et surtout d'inadéquation croissante par rapport aux besoins actuels en information. En d'autres termes, il y a un écart croissant entre les besoins exprimés ou anticipés et les besoins satisfaits. Entamé au cours de la présente décennie, son adaptation justifie que des dispositions soient prises sur trois plans au moins: diminution des liens avec des modèles économiques, nécessité de mieux saisir les phénomènes à long terme ainsi que difficilement saisissables, ce qui implique à la limite que la statistique devrait pouvoir nourrir une vision prospective du monde.

3.2 Réduction des liens avec les modèles économiques

Comme nous venons de le relever, un souci constant des statisticiens a été de fournir les données qui répondent aux hypothèses des modèles représentatifs de l'économie. Or, suite à la transformation du monde réel et au développement continu des connaissances, ces modèles sont condamnés à perdre une partie de leur portée, voire à devenir totalement caducs.

L'exemple le plus significatif est peut-être la division de l'activité économique due à Colin Clark², et reprise par Jean Fourastié³, en secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Cette division, qui avait été utilisée pour établir des comparaisons de productivité entre l'agriculture, l'industrie et les services, a perdu aujourd'hui pratiquement toute signification à la suite de la transformation des modes de production et de distribution des biens. L'agriculture s'est en partie industrialisée en recourant aux techniques de pointe (chimiques et biologiques) et à des processus de production industriels, notamment pour la production de viande. La valeur ajoutée de l'industrie contient un part de plus en plus importante de services, qui a été rendue nécessaire par l'effort d'adaptation des produits aux besoins particuliers ou régionaux ou qui est due à un recours accru à des biens de production immatériels tels que recherche et développement, droits de licence et logiciels informatiques. Les services quant à eux s'industrialisent par un recours massif à l'informatique et aux techniques modernes de télécommunication. Même si le concept continue à être utilisé parce qu'il est très commode, il faut bien se rendre compte que les statistiques publiées sur cette base ne résistent pas à un examen rigoureux.

Le deuxième exemple que je citerai pour illustrer mon point de vue est celui de la comptabilité nationale. Fruit du développement de la pensée macro-économique issue des travaux de Keynes, un système de comptes de la nation

² Colin Clark, *The conditions of economic progress*, 2^e éd. 1951, p. 506.

³ Jean Fourastié, *Le grand espoir du XX^e siècle*, Paris, P.U.F., 1949.

nécessite des ressources très importantes pour sa mise en place, son adaptation et son exploitation. Contrairement au cas précédent, l'effort consenti répond à un besoin; néanmoins, il est devenu évident que cet effort de comptabiliser l'activité économique de la nation passe à côté d'éléments importants.

Certaines carences se situent au niveau des relevés statistiques. Bien que les responsables aient toujours rencontré des difficultés de mesure, on peut raisonnablement se demander si cette situation n'est pas en train de s'aggraver. En effet, les facteurs, qui prennent actuellement une importance croissante dans la production nationale tels que les biens irréels, fruits de la recherche et du développement, l'expansion et l'internationalisation des marchés des capitaux, ou encore l'économie cachée (avant tout les économies domestique et souterraine) s'avèrent beaucoup plus difficiles à mesurer.

Mais d'autres carences, plus sérieuses encore, se situent au niveau conceptuel même, c'est-à-dire sur le plan de la définition de ce que la comptabilité nationale cherche à évaluer. On citera pour mémoire le cas bien connu des accidents de voiture ou de la construction de piscines, qui sont enregistrés, conformément au modèle, comme des contributions à la production nationale, alors qu'ils sont pour l'essentiel le fruit d'une dégradation de l'environnement. Mais ce qui est beaucoup plus grave encore, c'est la renonciation à évaluer la valeur des prestations publiques et surtout le coût du recours à l'environnement. On reviendra sur ce point ultérieurement.

Ces deux exemples conduisent à faire deux constatations. D'une part, il est essentiel de faire une distinction entre le prélèvement des données brutes et l'élaboration de séries ou de systèmes statistiques correspondant à un besoin d'information précis, de façon à maintenir le maximum de souplesse dans l'utilisation des données quantitatives disponibles. En d'autres termes, on devrait particulièrement veiller à ce que les données puissent avoir plusieurs usages. Or, on sait à ce propos que la loi sur la protection des données constitue un obstacle important. D'autre part, même s'il demeure très souhaitable d'améliorer le cadre et la cohérence de la comptabilité nationale, une part décroissante des ressources devrait lui être consacrée afin de pouvoir développer les informations statistiques nouvelles que les transformations rendent nécessaires.

3.3 Nécessité de saisir les mouvements à long terme

La transformation du monde constatée précédemment impose que l'on attache beaucoup plus d'importance à la mise en évidence des mouvements à long terme. Très convaincante au niveau des principes, cette vision à long terme s'avère souvent très difficile à réaliser car elle exige tout à la fois de nouvelles informations ou une nouvelle présentation des informations existantes et un ancrage solide dans le passé, qui n'est pas toujours conciliable. Aux yeux de l'économiste, deux aspects des tendances à long terme sont particulièrement importants: le

développement économique en général et la distribution du revenu national entre les personnes, les générations et les régions.

Afin de pouvoir mieux saisir les tendances et en particulier le *potentiel de croissance*, un effort accru devrait être fourni tout d'abord pour saisir l'évolution des facteurs de production. Dans le contexte de l'économie suisse, le facteur travail, parce que toujours de loin le plus rare, va continuer à jouer un rôle de plus en plus important dans la capacité de la Suisse à maintenir son rang dans la compétition internationale. C'est pourquoi, il serait non seulement souhaitable de connaître avec précision l'effectif des personnes employées, ce qui n'est, comme on le sait, pas le cas maintenant, mais surtout de développer la batterie d'informations existantes sur des données comme l'âge, le sexe, le taux d'activité, le niveau et la forme de qualification, la mobilité professionnelle et géographique, le taux d'absentéisme, ou encore la durée et l'importance d'un effort de formation. L'aspect investissement en capital humain lié à la formation, mérite une attention toute particulière.

Un effort important devrait également être entrepris pour mettre mieux en évidence la formation de capital physique. En particulier, notre information est totalement déficiente en ce qui concerne le stock de capital productif, son volume, son âge, sa modernité, ou encore son utilisation. On ne dispose guère d'information non plus sur l'introduction du progrès technique dans les produits et les processus de production. La situation est encore plus délicate avec les biens d'équipement immatériels: recherche et développement, licences et patentes et logiciels. Or, il ne fait nul doute que ces biens d'équipement immatériels continueront à occuper un rôle de plus en plus important dans l'ensemble de l'économie. Il serait également très utile d'avoir des informations sur l'organisation de la production et de la distribution (rachats, concentrations, etc.), ou en d'autres termes sur la démographie des entreprises, ainsi que sur les liens entre la formation de capital financier (l'épargne) et celle de capital physique. Remarquons enfin, sur le plan du bien-être matériel de la population, que la question du logement (qualité et coût) ne peut que jouer un rôle accru, ce qui justifierait une amélioration de l'information statistique.

La globalisation croissante des activités économiques et financières impose un nouvel enjeu à la statistique. Les mouvements de capitaux, les placements financiers, les investissements directs et l'endettement international jouent un rôle croissant, dans l'immédiat, sur le revenu national et, à terme, sur les termes de l'échange, le niveau des taux d'intérêt réels et le pouvoir économique exercé par une nation sur les marchés étrangers. En ce qui concerne la Suisse, on peut par exemple se demander si sa position extérieure nette exceptionnelle⁴ (la troisième en chiffres absolus derrière la Grande-Bretagne et le Japon, mais devant la République fédérale allemande et les Etats-Unis), est conforme à la réalité, et, le cas échéant, si elle se reflète correctement dans le revenu national.

⁴ Thomas Schlup, Les avoirs et engagements extérieurs de la Suisse, Monnaie et conjoncture, Bulletin trimestriel N° 4 de la Banque Nationale Suisse, décembre 1988.

Enfin, l'accélération du processus de transformation des structures économiques depuis les années septante montre bien qu'il n'est vraiment plus suffisant de regarder l'ensemble de l'économie, mais que l'information doit être disponible de façon désagrégée par branche productive et région. L'effort entrepris dans ce sens doit être poursuivi.

Les aspects *redistributifs* de l'économie nationale occuperont également une place plus importante. En particulier, l'évolution démographique divergente entre les pays industrialisés, qui vieillissent, et les pays en voie de développement, qui connaissent une explosion démographique, ne pourra manquer d'avoir des répercussions importantes. Le vieillissement aura toute une série d'effets sur les systèmes de prévoyance vieillesse et de santé, ainsi que sur le marché du travail. L'explosion démographique quant à elle aggrave les difficultés de développement des pays pauvres, et par conséquent leur situation de dépendance à l'égard des pays riches, et rendra encore plus aigus les problèmes déjà lancinants d'immigration, de réfugiés et d'endettement.

Les changements structurels de l'économie et les conséquences des transformations démographiques sur la sécurité sociale et les systèmes de santé ont également des effets importants sur la distribution des revenus qu'il s'agit de saisir. On assiste, sans toujours pouvoir la mesurer, à une modification certaine de la distribution des revenus entre les catégories de personnes modestes, moyennes et aisées, et, à l'intérieur de ces catégories, selon les activités ou le type de patrimoine détenu. De même, les politiques publiques (fiscalité, dépenses en nature ou en espèce, protections ou privilèges accordés) influent délibérément ou incidemment sur la distribution interpersonnelle des revenus; malheureusement, les données qui permettraient peut-être de l'établir font souvent défaut. Tout programme d'amélioration de l'instrument d'information statistiques devrait en tenir compte, car les modifications de la distribution des revenus passent pour être l'un des phénomènes économiques et social parmi les plus mal connus.

Enfin, on sait que le bien-être économique, dépend non seulement des possibilités de travail et de rémunération, mais aussi pour beaucoup des conditions de vie (transport, logement, coût de la vie, santé, éducation, culture et loisirs). Des comptes satellites doivent leur être consacrés et, comme ces données varient beaucoup d'une région à l'autre, une régionalisation de certaines informations est indispensable.

3.4 Nécessité d'élargir le champ de la statistique économique et sociale

Comme nous l'avons relevé en introduction, il conviendra à l'avenir d'élargir le champ d'investigation de la statistique afin d'attacher plus d'importance à la mesure d'éléments qui ne le sont pas encore ou qui ne le sont que de façon très insatisfaisante. Le problème connu depuis le plus longtemps est celui de l'évaluation des prestations non marchandes fournies par le secteur public. Effectuée, faute de mieux, sur la base des dépenses, elle n'est évidemment pas

satisfaisante. Un autre problème, dont on a pris conscience plus récemment, est celui de la production cachée des ménages.

Cependant, c'est la question des relations entre le monde économique et social et son environnement écologique, qui me paraît mériter l'attention la plus urgente. Tous les observateurs reconnaissent aujourd'hui que les signes d'atteinte à l'environnement (pollution des eaux, mort des forêts, effet de serre, trous d'ozone, atteintes à la santé, etc.) se multiplient. Rappelons que pour l'économiste, la pollution résulte de l'utilisation du facteur de production environnement naturel (l'eau, l'air, l'espace et le silence) comme s'il était gratuit, en d'autres termes comme s'il n'avait pas de coût. Sans doute acceptable pour les sociétés paysannes, cette hypothèse ne l'est plus à l'ère des grandes concentrations démographiques et de l'économie industrielle. Il est donc devenu indispensable aujourd'hui de raisonner sur des modèles globaux, qui prennent en compte le recours de l'économie aux ressources fournies par l'environnement naturel⁵. Même si les relations de cause à effet sont le plus souvent mal établies, tout effort de meilleure compréhension commence évidemment par une amélioration de l'information statistique sur la question. Dans un domaine si sensible du point de vue politique, il convient particulièrement de veiller à ne pas agir au coup par coup sous la pression politique du moment, mais de mettre en place un concept d'information systématique et cohérent, qui puisse effectivement servir à la conception et à l'engagement d'une politique de l'environnement rigoureusement fondée.

4. Les caractéristiques d'un système d'information statistique moderne

La nécessité de satisfaire à des besoins en information statistique nouveaux va exercer une pression supplémentaire sur les efforts entrepris depuis de nombreuses années, en Suisse et ailleurs, pour améliorer le pouvoir descriptif de la statistique. Cinq critères peuvent guider l'indispensable travail d'évaluation des enquêtes et statistiques existantes et souhaitables.

1. *Pertinence*: les enquêtes et statistiques devraient répondre aux besoins exprimés et si possible anticiper les besoins futurs. Il convient en effet de savoir que la mise en place d'une nouvelle statistique prend une dizaine d'années. Compte tenu de la limitation des ressources, il est indispensable que les travaux, dont l'utilité a en grande partie disparu ou qui sont faits à double ou encore qui pourraient être effectués plus simplement, soient abandonnés afin de dégager les ressources requises par l'innovation.

2. *Fiabilité*: les enquêtes statistiques devraient garantir une précision suffisante, et, dans tous les cas, des tests devraient être effectués et mis à disposition des utilisateurs pour mesurer la marge d'erreur. En dépit des efforts entrepris,

⁵ Voir par exemple *Joël de Rosnay, Le macroscopie: vers une vision globale*, Seuil, collection Points, 1975.

la statistique suisse n'est malheureusement pas à l'abri de critiques sur ce point. On peut par exemple craindre que la comptabilité nationale sous-estime l'essor de l'économie suisse. D'une part, les statisticiens eux-mêmes déplorent des écarts importants dans les résultats fournis par les différentes méthodes de calcul; d'autre part, l'économiste ne peut que s'étonner notamment que le volume élevé des investissements en Suisse ne produise pas une croissance économique plus rapide.

3. *Cohérence*: un outil d'information statistique est formé d'un ensemble d'éléments qui s'emboîtent les uns dans les autres comme les pièces d'un puzzle. Il est par conséquent important qu'il y ait une cohérence conceptuelle entre chaque élément et que les séries qui mesurent le même phénomène soient comparables.

Ce principe vaut aussi au niveau international où l'existence de normes communes ne peut que faciliter la possibilité de faire des comparaisons avec d'autres pays. Sans doute pénalisée par son fédéralisme, la Suisse aurait un gros effort à fournir en la matière; qui n'a en effet jamais eu l'occasion de déplorer l'absence partielle ou totale de la Suisse dans de nombreuses publications statistiques internationales. Ce point gagne évidemment en actualité à l'heure de la formation de l'Europe et, parallèlement, de l'émergence de régions économiques transfrontières.

4. *Adaptabilité*: le processus de transformation continue de l'environnement que l'on cherche à saisir, ainsi que l'évolution des modèles analytiques nécessite une certaine flexibilité, tout en garantissant la continuité nécessaire aux observations à long terme. La solution pour y parvenir est de porter un soin particulier au prélèvement des données brutes et à leur conservation jusqu'au niveau des renseignements individuels, ce qui pose évidemment un problème de respect de la loi sur la protection des données.

5. *Publicité*: le dernier point qui mérite attention relève de la mise à disposition des données existantes. En particulier, il conviendrait de mieux exploiter les données prélevées, mais dont les producteurs n'imaginent souvent pas qu'elles pourraient servir à d'autres fins. Des institutions comme par exemple l'AVS ou le fisc recèlent des données administratives dont l'intérêt économique et social demeure le plus souvent inexploité; certes, il y a des explications comme par exemple l'absence d'une consolidation au niveau national ou l'inadéquation des définitions utilisées, mais la richesse potentielle de ce type de source justifierait un travail de coordination.

Les progrès technologiques et la chute des coûts en informatique a bouleversé depuis quelques années la manière d'élaborer et de diffuser les statistiques. L'avenir est à la mise en place de systèmes de base de données informatisés, à l'image de celui récemment mis en exploitation par l'Office fédéral de la statistique, accompagné de la publication d'informations sur la façon d'utiliser ces données (inventaire des séries, définitions, concepts, etc.).

5. Conclusion

Pour conclure, on peut observer que les exigences auxquelles la statistique des années nonante devra faire face sont très semblables à celles qui pèsent de façon nettement accrue sur l'économie privée depuis le milieu des années septante et l'économie publique depuis le début des années huitante, soit une double nécessité de renouvellement et de souplesse. A l'instar de ce qui s'est produit pour les structures trop figées de l'économie privée et les politiques trop mécaniques du secteur public, la transformation du monde, qui s'est opérée et qui semble s'accélérer, soumet les concepts anciens à rude épreuve, sans en suggérer d'alternatifs. Pour remplir son rôle de pourvoyeur d'informations quantitatives, dont les responsables privés et publics ont besoin pour évaluer le présent et préparer l'avenir, la statistique doit en conséquence elle aussi s'adapter afin de mieux répondre aux besoins exprimés et futurs et de gagner en efficacité. Il faut espérer que les milieux concernés le comprennent et agiront en conséquence, d'une part en fournissant aux organes chargés d'élaborer les statistiques les moyens supplémentaires nécessaires à leur mission et d'autre part en ouvrant plus qu'auparavant l'accès à l'information brute.

Résumé

Les besoins en information statistique des années 1990

Cet article examine les répercussions de la transformation accélérée du monde économique, social et écologique, sur les besoins en information statistique. Après avoir rappelé l'influence restreignante du contexte compétitif et politique sur la production de statistiques, il montre que le système actuel ne répond plus que partiellement aux besoins. D'une part, il convient de revoir la subordination de certaines statistiques à des modèles économiques périmés ou insuffisants. D'autre part, une attention beaucoup plus importante devrait être portée aux tendances à long terme, notamment dans les domaines de l'expansion économique et de la distribution des revenus, ainsi qu'à l'interdépendance entre les mondes économiques et écologiques. Enfin, cinq critères permettant d'évaluer un système statistique sont commentés.

Summary

The needs for statistical information in the years 1990

This paper surveys the consequences of the rapid transformation of the economic, social and ecological world upon the needs of statistical information. First of all, it stresses the restrictive influence of the competitive and political environment upon the production of statistics. Then it shows that the present system responds only partially to the analytical needs of a changing world. On one hand, the subordination of some statistics to old fashioned economic models must be abandoned. On the other hand, a much greater attention must be paid to the long run tendencies, in particular in the domains of economic growth and income distribution, as well as upon the interdependence between the economic and ecological worlds. At last a set of five criterias of a good statistical system is developed.